

- f/ trois représentants du Parquet de Namur : Claude Bernard, Marc Servais et Nathalie Roland;
- g/ un représentant de la police fédérale de Dinant : Michel Demoulin;
- h/ un représentant de la police fédérale de Namur : Alain Biron;
- i/ trois représentants du TEC Namur : Jean-Marc Servais, Claude Ladisan et Myriam Levarlet.

Le Conseil local du Luxembourg est composé de :

- a/ deux représentants de la CSC : Alex Docquier et Stéphane Dabe;
- b/ deux représentants de la CGSP : Johan Lambert et Johnny Labenne;
- c/ deux représentants de la CGSLB : Alain Sottiaux et Patrick Vandamme;
- d/ deux représentants du Gouvernement provincial du Luxembourg : Bernard Caprasse et Xavier Bossu;
- e/ deux représentants du Parquet de Neufchâteau : Vincent Cambier et Etienne Donnay;
- f/ deux représentants du Parquet d'Arlon : Serge Lypszyc et Elmire Hautier;
- g/ deux représentants du Parquet de Marche-en-Famenne : Françoise Baudru et Jean-François Mertens;
- h/ un représentant de la police fédérale d'Arlon : Jean-Yves Schul;
- i/ un représentant de la police fédérale de Marche-en-Famenne : David Devos;
- j/ un représentant de la police fédérale de Neufchâteau : Jean-Yves Schul;
- k/ deux représentants du TEC Luxembourg : Jean-Marc Servais et Jean-Noël Gaspard.

Art. 4. Le règlement d'ordre intérieur du Conseil figurant à l'annexe 1^{re} du présent arrêté est approuvé.

Art. 5. Il est octroyé aux membres du Conseil une indemnité couvrant les frais de déplacements aller-retour domicile-lieu de réunion selon les modalités fixées à l'article 531 du Code de la Fonction publique wallonne.

Art. 6. Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 27 mai 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Règlement d'ordre intérieur du Conseil de Coordination de la Sécurité dans les Transports en commun

Le présent règlement d'ordre intérieur est pris en exécution de la décision du Gouvernement wallon du 19 juin 2008, relative à la création du Conseil de Coordination de la Sécurité dans les Transports en commun.

CHAPITRE 1^{er}. — *Missions du Conseil*

La création du Conseil de Coordination de la Sécurité, en abrégé "CCS", répond à la double nécessité de fédérer au niveau régional l'ensemble des acteurs confrontés à ce phénomène sociétal en vue de renforcer le dialogue et d'échanger les bonnes pratiques, et de traiter rapidement et collégialement au niveau local les situations de crise lors de la survenance de faits graves d'agression.

Le Conseil de Coordination de la Sécurité n'a pas pour objet de se substituer aux organes de concertations sociales prévus par la loi et par les mécanismes de fonctionnement du dialogue social internes au Groupe TEC.

CHAPITRE II. — *Composition*

Article 1^{er}. Le CCS est composé d'un conseil régional et de six conseils locaux correspondant au périmètre de chacune des cinq sociétés d'exploitation TEC, à l'exception du TEC Namur-Luxembourg pour lequel deux conseils distincts ont été mis en place.

1. Conseil régional

- o un représentant de la SRWT;
- o un représentant de chacun des cinq TEC;
- o deux représentants de chacune des trois organisations syndicales;
- o les Gouverneurs (ou leurs délégués)
- o le Procureur général de Mons (ou son représentant);
- o le Commissaire général de la police fédérale (ou son représentant);
- o un représentant de l'Union des Villes et des Communes de Wallonie;
- o un représentant de la Région wallonne qui en assure le secrétariat.

1. Conseils locaux

Les membres du Conseil de Coordination de Sécurité désignent leurs représentants (et leurs suppléants) de chacun des six conseils locaux.

Participent aux réunions locales :

- o les représentants du TEC;
- o un délégué local de chacune des trois organisations syndicales;
- o le Gouverneur (ou son délégué)
- o le Procureur du Roi (ou son représentant)
- o le directeur-coordonateur de la police fédérale territorialement compétent (ou son représentant);
- o le(s) bourgmestre(s) de la (ou des) commune(s) concernée(s);
- o le(s) Chef(s) de corps de la (ou des) zone(s) de police concernée(s).

La liste des membres effectifs et suppléants du conseil régional et des six conseils locaux figure en annexe n° 1 au présent règlement.

Article 2. Le Président du CCS est désigné par le Ministre ayant le Transport et la Mobilité dans ses attributions. Lorsqu'il est empêché, la présidence du CCS est assurée par le représentant de la Région.

Le Président est nommé pour une période de cinq ans. Ce mandat est renouvelable.

Article 3. Le Président convoque les réunions des conseils régionaux et locaux.

Il ouvre et clôture les séances. Il dirige les débats et les délibérations et prend en charge le bon déroulement des réunions.

Il signe les documents relatifs aux avis rendus par les conseils mais peut déléguer la signature de documents administratifs au secrétariat.

Article 4. Dans sa tâche, le Président est aidé par un secrétariat, assuré par les services de l'Administration.

Le secrétariat est chargé d'établir la liste des présences et tout document utile à la tenue des réunions. Il duplique et distribue les communications écrites reconnues intéressantes par le conseil.

Il rédige le compte rendu de chaque réunion. Il transmet celui-ci aux membres effectifs pour approbation lors de la séance suivante, et ce au plus tard au moment de la convocation de celle-ci. Le projet de compte rendu est également communiqué pour information aux membres suppléants. Cette communication peut se faire par courrier, télécopie ou courrier électronique.

Toute correspondance relative aux travaux des conseils est adressée au Président à l'adresse de son secrétariat.

CHAPITRE III. — *Ordre du jour - Convocation - Délibération - Jetons de présence*

Article 5. § 1^{er}. A l'initiative de son Président, le Conseil de Coordination de la Sécurité tient deux fois par an une réunion plénière du conseil régional en vue d'analyser les statistiques relatives au nombre, à la nature et aux conséquences des incidents encourus durant la période incriminée, de mettre en exergue les bonnes pratiques en matière de traitement des incidents et de définir les mesures permettant d'améliorer la prévention et la gestion des problèmes.

Chaque année, pour le 31 mars au plus tard, le Conseil de Coordination de la Sécurité transmettra à la Région un rapport de synthèse sur l'évolution de la problématique dans l'année écoulée.

§ 2. Le Président fixe l'ordre du jour. Les demandes de mise à l'ordre du jour d'un point particulier sont prises en considération pour autant qu'elles parviennent au Président au moins trois jours calendrier avant la date d'envoi de la convocation.

Elles émanent du Ministre ayant les Transports et la Mobilité dans ses attributions, du Président, du secrétaire ou d'un membre du conseil régional ou encore d'un conseil local.

Un point ne figurant pas à l'ordre du jour peut être délibéré au cours de la même séance en cas d'urgence dûment motivée et moyennant l'accord majoritaire du conseil.

§ 3. Les convocations et les procès verbaux sont adressés par simple courrier, télécopie ou courrier électronique (selon la demande des membres) aux membres effectifs et aux membres suppléants, huit jours calendrier avant la date de la séance.

§ 4. Dans les 24 heures qui suivent la survenance de faits graves d'agression qui impliquent l'intervention des partenaires externes au TEC ainsi que le lancement de procédures complémentaires, le Président du Conseil de Coordination de Sécurité, à la demande formulée paritairement par la Direction du TEC et au moins une des organisations syndicales concernées, prend la décision de réunir les membres du conseil local territorialement compétent pour le traitement de l'incident en cause.

Ces réunions ont pour objets de parfaire l'information mutuelle des différents acteurs concernant l'incident en cause, de coordonner leurs actions en vue de son traitement et de prendre des mesures concrètes permettant d'améliorer la sécurité de la (ou des) ligne(s) ou de la (ou des) zone(s) concernée(s).

Article 6. Tous les mandats au sein du CCS sont exercés à titre gratuit outre le remboursement des frais de déplacement ainsi que la prise en charge par l'employeur du salaire relatif aux heures prestées par les représentants syndicaux.

CHAPITRE IV. — *Dispositions complémentaires*

Article 7. Le siège du CCS est localisé dans les locaux de l'Administration en charge du Transport et de la Mobilité. Le siège des conseils locaux est localisé dans les locaux des sièges administratifs de chacune des cinq sociétés d'exploitation TEC.

Les réunions des conseils se tiennent, dans la mesure du possible, à leur siège respectif, et, en tout état de cause, dans leur ressort territorial respectif. Ces dernières pourront décider de délocaliser leurs réunions en fonction de l'ordre du jour ou des circonstances. En tout état de cause, pour ce qui concerne le TEC Namur-Luxembourg, les réunions relatives aux Provinces de Namur et du Luxembourg se tiennent respectivement aux sièges du TEC à Namur et à Libramont.

Article 8. Le règlement d'ordre intérieur entre en vigueur à la date de son approbation par le CCS.

Article 9. Le présent règlement ne peut être modifié que par une décision expresse du CCS.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 instituant le Conseil de Coordination de la Sécurité dans les Transports en commun et fixant les modalités de remboursement des indemnités kilométriques de ses membres.

Namur, le 27 mai 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2009/203670]

27. MAI 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Einrichtung des Koordinierungsrates für Sicherheit im öffentlichen Verkehr und zur Festlegung der Modalitäten für die Rückerstattung des Kilometergelds seiner Mitglieder

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 21. Dezember 1989 über die öffentlichen Verkehrsbetriebe in der Wallonischen Region, insbesondere seines Artikels 33*bis*, Absatz 3;

Aufgrund des am 20. Mai 2009 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 27. Mai 2009 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung, Beschließt:

Artikel 1 - Es wird ein Koordinierungsrat für Sicherheit im öffentlichen Verkehr, nachstehend "der Rat" genannt, eingerichtet.

Art. 2 - Der Rat hat zur Aufgabe, die Konzertierung zwischen den von den Angriffen im öffentlichen Verkehr betroffenen Akteuren zu verstärken.

Art. 3 - Der Rat setzt sich zusammen aus:

- a/ einem Vorsitzenden: Josly Piette;
- b/ einem Sekretariat, übernommen von: André Walgraffe und Christiane Chermanne;
- c/ einem Vertreter des Generalkommissariats der Polizei: Thierry Maurer;
- d/ einem Vertreter der föderalen Polizei: Olivier Libois;
- e/ einem Vertreter der Generalstaatsanwaltschaft: Léon Oldenhove;
- f/ einem Vertreter der "SRWT" ("Société régionale wallonne du Transport" (Wallonische Regionale Verkehrsgesellschaft)): Marc Masy;
- g/ zwei Vertretern der TEC (Verkehrsgesellschaft) Wallonisch Brabant: Michel Corthouts und Catherine Bes;
- h/ zwei Vertretern der TEC Charleroi: Gilbert Delva und Didier Gilson;
- i/ zwei Vertretern der TEC Lüttich-Verviers: Isabelle Mewissen und Daniel Dewaay;
- j/ zwei Vertretern der TEC Namur-Luxemburg: Jean-Marc Servais und Claude Ladisan;
- k/ zwei Vertretern der TEC Hennegau: Arthur Gosee und Grégory Demal;
- l/ zwei Vertretern der Provinzialregierung von Wallonisch-Brabant: Marie-José Laloy und Frédéric Leroi;
- m/ drei Vertretern der Provinzialregierung von Hennegau: Claude Durieux, Claude Rousseau und Dominique Vaillant;
- n/ zwei Vertretern der Provinzialregierung von Lüttich: Michel Foret und Thierry Brasseur;
- o/ zwei Vertretern der Provinzialregierung von Namur: Denis Mathen und Laetitia Quenon;
- p/ zwei Vertretern der Provinzialregierung von Luxemburg: Bernard Caprasse und Xavier Bossu;
- q/ vier Vertretern der Gewerkschaft CSC: Ludo Absil, Gabrielle Sonnet, Dominique Wilkin, und Christian Fagnoul;
- r/ vier Vertretern der Gewerkschaft CGSP: Yves Depas, Claudy Vickevorst, Christian Menart und Johan Lambert;
- s/ vier Vertretern der Gewerkschaft CGSLB: Etienne Habay, Christian Bougard, Daniel Lardenoey und Edith Vanhemelryck;
- t/ zwei Vertretern der "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie); Alexandre Ponchaut et Tom De Schutter.

Der Lokalrat von Wallonisch-Brabant setzt sich zusammen aus:

- a/ zwei Vertretern der Gewerkschaft CSC: Véronique Sabel und Emmanuel Moulart;
- b/ zwei Vertretern der Gewerkschaft CGSP: Philippe Duquene und Olivier Chabeau;
- c/ zwei Vertretern der Gewerkschaft CGSLB: Benoît Roumache und Edith Vanhemelryck;
- d/ zwei Vertretern der Provinzialregierung von Wallonisch-Brabant: Marie-José Laloy und Frédéric Leroi;
- e/ einem Vertreter der Staatsanwaltschaft von Nivelles: Dominique Hendrickx;
- f/ einem Vertreter der föderalen Polizei von Nivelles: Daniel Deridder;
- g/ zwei Vertretern der TEC Wallonisch-Brabant: Michel Corthouts und Catherine Bes.

Der Lokalrat von Charleroi setzt sich zusammen aus:

- a/ zwei Vertretern der Gewerkschaft CSC: Roger Maltere und Alain Quede;
- b/ zwei Vertretern der Gewerkschaft CGSP: Carmino Fasano und Patrick Ghierche;
- c/ zwei Vertretern der Gewerkschaft CGSLB: Dominique Hoebeke und Giovanni Fancello;
- d/ drei Vertretern der Provinzialregierung von Hennegau: Claude Durieux, Claude Rousseau und Dominique Vaillant;
- e/ einem Vertreter der Staatsanwaltschaft von Charleroi: Philippe Dujardin;
- f/ einem Vertreter der föderalen Polizei von Charleroi: Thierry Lemaire;
- g/ zwei Vertretern der TEC Charleroi: Gilbert Delva und Didier Gilson.

Der Lokalrat von Hennegau setzt sich zusammen aus:

- a/ zwei Vertretern der Gewerkschaft CSC: Eric Dehon und Valérie Vagnini;
- b/ zwei Vertretern der Gewerkschaft CGSP: Christian Menart und Jean-Marc Herregodts;
- c/ zwei Vertretern der Gewerkschaft CGSLB: Daniel Lardenoey und Yves Standaert;
- d/ drei Vertretern der Provinzialregierung von Hennegau: Claude Durieux, Claude Rousseau und Dominique Vaillant;
- e/ zwei Vertretern der Staatsanwaltschaft von Mons: Gérard Mangon und Thierry Collinet;
- f/ einem Vertreter der Staatsanwaltschaft von Tournai: Edith Delbecq;
- g/ einem Vertreter der föderalen Polizei von Mons: Michel Rompen;
- h/ einem Vertreter der föderalen Polizei von Tournai: Marc Celliere;

i/ zwei Vertretern der TEC Hennegau: Arthur Gosee und Grégory Demal.

Der Lokalrat von Lüttich-Verviers setzt sich zusammen aus:

- a/ zwei Vertretern der Gewerkschaft CSC: Fabien Janssens und Jean Liebens;
- b/ zwei Vertretern der Gewerkschaft CGSP Lüttich: Claudy Vickevorst und Luc Dejardin;
- c/ zwei Vertretern der Gewerkschaft CGSP Verviers: Claudy Vickevorst und Paul Leenders;
- d/ zwei Vertretern der Gewerkschaft CGSLB Lüttich: Emile Thomas und Jean-Marc Salmon;
- e/ zwei Vertretern der Gewerkschaft CGSLB Verviers: Philippe Forthomme und Eric Lecloux;
- f/ zwei Vertretern der Provinzialregierung von Lüttich: Michel Foret und Thierry Brasseur;
- g/ einem Vertreter der Staatsanwaltschaft von Lüttich: Philippe Dulieu;
- h/ zwei Vertretern der Staatsanwaltschaft von Huy: Pierre Romijn und Thomas Dessoy;
- i/ zwei Vertretern der Staatsanwaltschaft von Verviers: Christine Wilwerth und Henri Collard;
- j/ zwei Vertretern der Staatsanwaltschaft von Eupen: Frédéric Renier und Rolf Lennertz;
- k/ einem Vertreter der Polizeizone von Lüttich: Philippe Dulieu;
- l/ einem Vertreter der Polizeizone von Ans: Lionel Dessart;
- m/ einem Vertreter der Polizeizone "Secova": Séverine Masson;
- n/ einem Vertreter der Polizeizone von Seraing: Muriel Radoux;
- o/ einem Vertreter der Polizeizone von Flémalle: Françoise Godefroid;
- p/ einem Vertreter der Polizeizone von Hesbaye: Christine Cayet;
- q/ einem Vertreter der Polizeizone von Herstal: Jean-Marc Mottet;
- r/ einem Vertreter der föderalen Polizei von Lüttich: Jean-Marie Claes;
- s/ einem Vertreter der föderalen Polizei von Huy: Christian Marchal;
- t/ einem Vertreter der föderalen Polizei von Verviers: Yves Berrendorf;
- u/ einem Vertreter der föderalen Polizei von Eupen: André Desenfants;
- v/ zwei Vertretern der TEC Lüttich-Verviers: Isabelle Mewissen und Daniel Dewaay.

Der Lokalrat von Namur setzt sich zusammen aus:

- a/ zwei Vertretern der Gewerkschaft CSC: Alex Docquier und Serge Vangysel;
- b/ zwei Vertretern der Gewerkschaft CGSP: Johan Lambert und Denis Kinet;
- c/ zwei Vertretern der Gewerkschaft CGSLB: Alain Sottiaux und Patrick Vandamme;
- d/ zwei Vertretern der Provinzialregierung von Namur: Denis Mathen und Laetitia Quenon;
- e/ einem Vertreter der Staatsanwaltschaft von Dinant: Bernard Appart;
- f/ drei Vertretern der Staatsanwaltschaft von Namur: Claude Bernard, Marc Servais und Nathalie Roland;
- g/ einem Vertreter der föderalen Polizei von Dinant: Michel Demoulin;
- h/ einem Vertreter der föderalen Polizei von Namur: Alain Biron;
- i/ drei Vertretern der TEC Namur: Jean-Marc Servais, Claude Ladisan und Myriam Levarlet.

Der Lokalrat von Luxemburg setzt sich zusammen aus:

- a/ zwei Vertretern der Gewerkschaft CSC: Alex Docquier und Stéphane Dabe;
- b/ zwei Vertretern der Gewerkschaft CGSP: Johan Lambert und Johnny Labenne;
- c/ zwei Vertretern der Gewerkschaft CGSLB: Alain Sottiaux und Patrick Vandamme;
- d/ zwei Vertretern der Provinzialregierung von Luxemburg: Bernard Caprasse und Xavier Bossu;
- e/ zwei Vertretern der Staatsanwaltschaft von Neufchâteau: Vincent Cambier und Etienne Donnay;
- f/ zwei Vertretern der Staatsanwaltschaft von Arlon: Serge Lypszyc und Elmir Hautier;
- g/ zwei Vertretern der Staatsanwaltschaft von Marche-en-Famenne: Françoise Baudru und Jean-François Mertens;
- h/ einem Vertreter der föderalen Polizei von Arlon: Jean-Yves Schul;
- i/ einem Vertreter der föderalen Polizei von Marche-en-Famenne: David Devos;
- j/ einem Vertreter der föderalen Polizei von Neufchâteau: Jean-Yves Schul;
- k/ zwei Vertretern der TEC Luxemburg: Jean-Marc Servais und Jean-Noël Gaspard.

Art. 4 - Die in der Anlage 1 des vorliegenden Erlasses angeführte allgemeine Dienstordnung des Rates wird genehmigt.

Art. 5 - Den Mitgliedern des Rates wird eine Entschädigung gewährt, die die Hin- und Rückfahrtkosten vom Wohnsitz zum Versammlungsort gemäß den in Artikel 531 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes festgelegten Modalitäten deckt.

Art. 6 - Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 7 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 27. Mai 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Allgemeine Dienstordnung des Koordinierungsrates für Sicherheit im öffentlichen Verkehr

Die vorliegende allgemeine Dienstordnung wird in Ausführung des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 19. Juni 2008 bezüglich der Einrichtung des Koordinierungsrates für Sicherheit im öffentlichen Verkehr erlassen.

KAPITEL 1. — *Aufgaben des Rates*

Die Einrichtung des Koordinierungsrates für Sicherheit, abgekürzt CCS ("Conseil de Coordination de la Sécurité") kommt der zweifachen Notwendigkeit nach, auf regionaler Ebene die gesamten, mit diesem Gesellschaftsphänomen konfrontierten Akteure zu vereinigen, um den Dialog zu verstärken und bewährte Verfahren auszutauschen, sowie die Krisensituationen, wenn schwere Angriffshandlungen begangen werden, auf lokaler Ebene schnell und kollegial zu bearbeiten.

Der Koordinierungsrat für Sicherheit hat nicht die Absicht, an die Stelle der Organe der sozialen Konzertierung zu treten, die durch das Gesetz und durch die internen Funktionsmechanismen des sozialen Dialogs der Gruppe TEC vorgesehen sind.

KAPITEL II. — *Zusammensetzung*

Artikel 1 - Der CCS besteht aus einem Regionalrat und sechs Lokalräten, die dem Umkreis einer jeden der fünf Betriebsgesellschaften TEC entsprechen, mit Ausnahme der TEC Namur-Luxemburg, für die zwei getrennte Räte eingesetzt wurden.

1. Regionalrat

- o ein Vertreter der "SRWT" ("Société régionale wallonne du Transport" (Wallonische Regionale Verkehrsgesellschaft));
- o ein Vertreter einer jeden der fünf TEC;
- o zwei Vertreter einer jeden der drei Gewerkschaftsorganisationen;
- o die Gouverneure (oder ihre Beauftragten);
- o der Generalprokurator von Mons (oder sein Stellvertreter);
- o der Generalkommissar der föderalen Polizei (oder sein Stellvertreter);
- o ein Vertreter der "Union des Villes et Communes de Wallonie";
- o ein Vertreter der Wallonischen Region, der das Sekretariat des Rates übernimmt.

1. Lokalräte

Die Mitglieder des Koordinierungsrates für Sicherheit bezeichnen ihre Vertreter (und deren Stellvertreter) eines jeden der sechs Lokalräte.

An den Lokalversammlungen nehmen teil:

- o die Vertreter der TEC;
- o ein lokaler Beauftragter einer jeden der drei Gewerkschaftsorganisationen;
- o der Gouverneur (oder sein Beauftragter);
- o der Prokurator des Königs (oder sein Stellvertreter);
- o der örtlich zuständige Koordinationsdirektor der föderalen Polizei (oder sein Stellvertreter);
- o der(die) Bürgermeister der betroffenen Gemeinde(n);
- o der(die) Korpschef(s) der betroffenen Polizeizone(n).

Die Liste der effektiven und stellvertretenden Mitglieder des Regionalrates und der sechs Lokalräte wird in der Anlage 1 des vorliegenden Erlasses angeführt.

Artikel 2 - Der Vorsitzende des CCS wird vom Minister bezeichnet, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Transportwesen und die Mobilität gehören. Wenn dieser verhindert ist, wird der Vorsitz des CCS vom Stellvertreter der Region übernommen.

Der Vorsitzende wird für einen Zeitraum von fünf Jahren ernannt. Dieses Mandat kann erneuert werden.

Artikel 3 - Der Vorsitzende beruft die Versammlungen der Regional- und Lokalräte ein.

Er eröffnet und schließt die Sitzungen. Er leitet die Debatten und Beratungen und sorgt für einen reibungslosen Ablauf der Versammlungen.

Er unterzeichnet die Unterlagen über die von den Räten abgegebenen Gutachten, kann jedoch das Sekretariat zur Unterzeichnung der Verwaltungsunterlagen bevollmächtigen.

Artikel 4 - Der Vorsitzende wird in seiner Aufgabe von einem Sekretariat unterstützt, das von den Verwaltungsdiensten übernommen wird.

Das Sekretariat wird damit beauftragt, die Anwesenheitsliste und jegliche, zur Abhaltung der Versammlung nützliche Unterlage zu erstellen. Er dupliziert und verteilt die schriftlichen Mitteilungen, die vom Rat als interessant anerkannt werden.

Er fasst das Sitzungsprotokoll einer jeden Versammlung. Er übermittelt dieses den effektiven Mitgliedern zur Genehmigung im Laufe der nächsten Sitzung, und zwar spätestens zum Zeitpunkt ihrer Einberufung. Der Entwurf des Sitzungsprotokolls wird den stellvertretenden Mitgliedern zur Information übermittelt. Diese Mitteilung kann per Briefpost, Fernkopierer oder elektronische Post erfolgen.

Jeder Briefwechsel bezüglich der Arbeiten der Räte wird an den Vorsitzenden an die Anschrift seines Sekretariats gerichtet.

KAPITEL III. — *Tagesordnung - Einberufung - Beratung - Anwesenheitsgelder*

Artikel 5 - § 1. Auf Initiative seines Vorsitzenden hält der Koordinierungsrat für Sicherheit zweimal im Jahr eine Vollversammlung des Regionalrates ab, um die Statistiken in Bezug auf die Anzahl, die Art und die Folgen der Zwischenfälle, die sich während der inkriminierten Periode zugetragen haben, zu analysieren, um die bewährten Verfahren in Sachen Bearbeitung der Zwischenfälle hervorzuheben und um die Maßnahmen festzulegen, durch die die Vermeidung und die Bewältigung der Probleme verbessert werden können.

Der Koordinierungsrat für Sicherheit übermittelt der Region jedes Jahr spätestens bis zum 31. März einen zusammenfassenden Bericht über die Entwicklung der Problematik während des abgelaufenen Jahres.

§ 2. Der Vorsitzende legt die Tagesordnung fest. Die Anträge, bestimmte Punkte auf die Tagesordnung zu setzen, werden insofern berücksichtigt, dass sie dem Vorsitzenden mindestens drei Kalendertage vor dem Datum des Versands der Einberufung zukommen.

Sie gehen vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Transportwesen und die Mobilität gehören, vom Vorsitzenden, vom Sekretär oder von einem Mitglied des Regionalrates oder auch eines Lokalrates aus.

In einem ordnungsgemäß begründeten Dringlichkeitsfall und vorbehaltlich des mehrheitlichen Einverständnisses des Rates kann über einen Punkt, der nicht auf der Tagesordnung steht, im Laufe derselben Sitzung beraten werden.

§ 3. Die Einberufungen und Protokolle werden acht Tage vor dem Datum der Sitzung per einfache Briefpost, Fernkopierer oder elektronische Post (je nach Anfrage der Mitglieder) an die effektiven Mitglieder und die stellvertretenden Mitglieder gerichtet.

§ 4. Innerhalb von 24 Stunden nach dem Begehen schwerer Angriffshandlungen, die den Einsatz von Partnern außerhalb der TEC, sowie die Einleitung zusätzlicher Maßnahmen nach sich ziehen, fasst der Vorsitzende des Koordinierungsrates für Sicherheit auf paritätisch geäußerten Antrag seitens der Direktion der TEC und mindestens einer der betroffenen Gewerkschaftsorganisationen den Beschluss, die Mitglieder des örtlich zuständigen Lokalrates zwecks der Bearbeitung des betroffenen Zwischenfalls zu versammeln.

Diese Versammlungen haben zum Zweck, die gegenseitige Information zwischen den verschiedenen Akteuren bezüglich des betroffenen Zwischenfalls zu vollenden, ihre Aktionen im Hinblick auf dessen Bearbeitung zu koordinieren und konkrete Maßnahmen zu treffen, durch die die Sicherheit der Buslinie(n) oder der betroffenen Zone(n) verbessert werden kann.

Artikel 6 - Abgesehen von der Rückerstattung der Fahrtkosten sowie der Übernahme durch den Arbeitgeber des Gehalts bezüglich der von den Gewerkschaftsvertretern geleisteten Arbeitsstunden, werden alle Mandate innerhalb des CCS unentgeltlich ausgeübt.

KAPITEL IV. — Zusatzbestimmungen

Artikel 7 - Der Sitz der CCS befindet sich in den Räumen der Verwaltung, die mit dem Transportwesen und der Mobilität beauftragt ist. Der Sitz der Lokalräte befindet sich in den Räumen der Verwaltungssitze einer jeden der fünf Betriebsgesellschaften der TEC.

Die Versammlungen der Räte werden im Rahmen des Möglichen in ihrem jeweiligen Sitz und unter allen Umständen in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsgebiet abgehalten. Die Letzteren können beschließen, ihre Versammlungen je nach der Tagesordnung oder je nach den Umständen zu verlagern. Was die TEC Namur-Luxemburg betrifft, werden alle Versammlungen in Bezug auf die Provinzen Namur und Luxemburg jeweils in den Sitzen der TEC in Namur und Libramont abgehalten.

Artikel 8 - Die allgemeine Dienstordnung tritt am Datum ihrer Genehmigung durch die CCS in Kraft.

Artikel 9 - Die vorliegende Regelung kann nur durch ausdrücklichen Beschluss der CCS abgeändert werden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 zur Einrichtung des Koordinierungsrates für Sicherheit im öffentlichen Verkehr und zur Festlegung der Modalitäten für die Rückerstattung des Kilometergelds seiner Mitglieder.

Namur, den 27. Mai 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2009/203670]

27 MEI 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot instelling van een "Conseil de Coordination de la Sécurité dans les transports en commun" (Raad voor de Coördinatie van de Veiligheid in het Openbaar Vervoer) en tot bepaling van de modaliteiten voor de terugbetaling van de kilometervergoedingen van zijn leden

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 21 december 1989 betreffende de diensten voor het openbaar vervoer in het Waalse Gewest, inzonderheid op artikel 33bis, derde lid; Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 mei 2009;

Gelet op het advies van de Minister van Begroting, gegeven op 27 mei 2009;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Besluit :

Artikel 1. Er wordt een "Conseil de Coordination de la Sécurité dans les Transports en commun" ingesteld, hierna de "Raad" genoemd.

Art. 2. De Raad wordt belast met het intensifiëren van het overleg tussen de terreinactoren die betrokken zijn bij agressie in het openbaar vervoer.

Art. 3. De Gewestelijke raad bestaat uit :

a/ een voorzitter : Josly Piette;

b/ een secretariaat waargenomen door : André Walgraffe en Christiane Chermanne;

c/ een vertegenwoordiger van het Commissariaat-generaal van de politie : Thierry Maurer;

d/ een vertegenwoordiger van de federale politie : Olivier Libois;

e/ een vertegenwoordiger van het Parket-generaal : Léon Oldenhove;

f/ een vertegenwoordiger van de "SRWT" (Waalse Gewestelijke Vervoersmaatschappij) : Marc Masy;

g/ twee vertegenwoordigers van de "TEC Brabant wallon" : Michel Corthouts en Catherine Bes;

h/ twee vertegenwoordigers van de "TEC Charleroi" : Gilbert Delva en Didier Gilson;

i/ twee vertegenwoordigers van de "TEC Liège-Verviers" : Isabelle Mewissen en Daniel Dewaay;

j/ twee vertegenwoordigers van de "TEC Namur-Luxembourg" : Jean-Marc Servais en Claude Ladisan;

k/ twee vertegenwoordigers van de "TEC Hainaut" : Arthur Gosee en Grégory Demal;

l/ twee vertegenwoordigers van het Provinciebestuur Waals-Brabant : Marie-José Laloy en Frédéric Leroi;

m/ drie vertegenwoordigers van het Provinciebestuur Henegouwen : Claude Durieux, Claude Rousseau en Dominique Vaillant;

n/ twee vertegenwoordigers van het Provinciebestuur Luik : Michel Foret en Thierry Brasseur;

- o/ twee vertegenwoordigers van het provinciebestuur Namen : Denis Mathen en Laetitia Quenon;
- p/ twee vertegenwoordigers van het provinciebestuur Luxemburg : Bernard Caprasse en Xavier Bossu;
- q/ vier vertegenwoordigers van de CSC : Ludo Absil, Gabrielle Sonnet, Dominique Wilkin en Christian Fagnoul;
- r/ vier vertegenwoordigers van de CGSP : Yves Depas, Claudy Vickevorst, Christian Menart en Johan Lambert;
- s/ vier vertegenwoordigers van de CGSLB : Etienne Habay, Christian Bougard, Daniel Lardenoey en Edith Vanhemelryck;

t/ twee vertegenwoordigers van "Union des Villes et des Communes de Wallonie" (Unie van de Steden en Gemeenten van Wallonië) : Alexandre Ponchaut en Tom De Schutter.

De "Conseil local du Brabant wallon" (Plaatselijke Raad van Waals-Brabant) is samengesteld uit :

- a/ twee vertegenwoordigers van de CSC : Véronique Sabel en Emmanuel Moulart;
- b/ twee vertegenwoordigers van de CGSP : Philippe Duquene en Olivier Chabeau;
- c/ twee vertegenwoordigers van de CGSLB : Benoît Roumache en Edith Vanhemelryck;
- d/ twee vertegenwoordigers van de Provinciale Regering van Waals-Brabant : Marie-José Laloy en Frédéric Leroi;
- e/ een vertegenwoordiger van het parket van Nijvel : Dominique Hendrickx;
- f/ een vertegenwoordiger van de federale politie van Nijvel : Daniel Deridder;
- g/ twee vertegenwoordigers van de "TEC Brabant wallon" : Michel Corthouts en Catherine Bes;

De "Conseil local de Charleroi" is samengesteld uit :

- a/ twee vertegenwoordigers van de CSC : Roger Maltere en Alain Quede;
- b/ twee vertegenwoordigers van de CGSP : Carmino Fasano en Patrick Ghierche;
- c/ twee vertegenwoordigers van de CGSLB : Dominique Hoebeke en Giovanni Fancello
- d/ drie vertegenwoordigers van het Provinciebestuur Henegouwen : Claude Durieux, Claude Rousseau en Dominique Vaillant;

- e/ een vertegenwoordiger van het parket van Charleroi : Philippe Dujardin;
- f/ een vertegenwoordiger van de federale politie van Charleroi : Thierry Lemaire;
- g/ twee vertegenwoordigers van de "TEC Charleroi" : Gilbert Delva en Didier Gilson;

De "Conseil local du Hainaut" is samengesteld uit :

- a/ twee vertegenwoordigers van de CSC : Eric Dehon en Valérie Vagnini;
- b/ twee vertegenwoordigers van de CGSP : Christian Menart en Jean-Marc Herregodts;
- c/ twee vertegenwoordigers van de CGSLB : Daniel Lardenoey en Yves Standaert;
- d/ drie vertegenwoordigers van het Provinciebestuur Henegouwen : Claude Durieux, Claude Rousseau en Dominique Vaillant;

- e/ een vertegenwoordiger van het parket van Bergen : Gérard Mangon en Thierry Collinet;
- f/ een vertegenwoordiger van het parket van Doornik : Edith Delbecq;
- g/ een vertegenwoordiger van de federale politie van Bergen : Michel Rompen;
- h/ een vertegenwoordiger van de federale politie van Doornik : Marc Celliere;
- i/ twee vertegenwoordigers van de "TEC Hainaut" : Arthur Gosee en Grégory Demal;

De "Conseil local de Liège-Verviers" is samengesteld uit :

- a/ twee vertegenwoordigers van de CSC : Fabien Janssens en Jean Liebens;
- b/ twee vertegenwoordigers van de CGSP Liège : Claudy Vickevorst en Luc Dejardin;
- c/ twee vertegenwoordigers van de CGSLB Verviers : Claudy Vickevorst en Paul Leenders;
- d/ twee vertegenwoordigers van de CGSLB Liège : Emile Thomas en Jean-Marc Salmon;
- e/ twee vertegenwoordigers van de CGSLB Verviers : Philippe Forthomme en Eric Lecloux;
- f/ twee vertegenwoordigers van de Provinciale Regering van Luik : Michel Foret en Thierry Brasseur;
- g/ een vertegenwoordiger van het parket van Luik : Philippe Dulieu;
- h/ twee vertegenwoordigers van het parket van Hoei : Pierre Romijn en Thomas Dessoy;
- i/ twee vertegenwoordigers van het parket van Verviers : Christine Wilwerth en Henri Collard;
- j/ twee vertegenwoordigers van het parket van Eupen : Frédéric Renier en Rolf Lennertz;
- k/ een vertegenwoordiger van de politiezone van Luik : Philippe Dulieu;
- l/ een vertegenwoordiger van de politiezone van Ans : Lionel Dessart;
- m/ een vertegenwoordiger van de politiezone Secova : Séverine Masson;
- n/ een vertegenwoordiger van de politiezone van Seraing : Muriel Radoux;
- o/ een vertegenwoordiger van de politiezone van Flémalle : Françoise Godefroid;
- p/ een vertegenwoordiger van de politiezone van Hesbaye : Christine Cayet;
- q/ een vertegenwoordiger van de politiezone van Herstal : Jean-Marc Mottet;
- r/ een vertegenwoordiger van de federale politie van Luik : Jean-Marie Claes;
- s/ een vertegenwoordiger van de federale politie van Hoei : Christian Marchal;
- t/ een vertegenwoordiger van de federale politie van Verviers : Yves Berrendorf;
- u/ een vertegenwoordiger van de federale politie van Eupen : André Desenfants;
- v/ twee vertegenwoordigers van de "TEC Liège-Verviers" : Isabelle Mewissen en Daniel Dewaay;

De "Conseil local de Namur" is samengesteld uit :

- a/ twee vertegenwoordigers van de CSC : Alex Docquier en Serge Vangysel
- b/ twee vertegenwoordigers van de CGSP : Johan Lambert en Denis Kinet;
- c/ twee vertegenwoordigers van de CGSLB : Alain Sottiaux en Patrick Vandamme;
- d/ twee vertegenwoordigers van het Provinciebestuur Namen : Denis Mathen en Laetitia Quenon;
- e/ een vertegenwoordiger van het parket van Dinant : Bernard Appart;
- f/ drie vertegenwoordigers van het parket van Namen : Claude Bernard, Marc Servais en Nathalie Roland;
- g/ een vertegenwoordiger van de federale politie van Dinant : Michel Demoulin;
- h/ een vertegenwoordiger van de federale politie van Namen : Alain Biron;
- i/ drie vertegenwoordigers van de "TEC Namur" : Jean-Marc Servais, Claude Ladisan en Myriam Levarlet.

De "Conseil local du Luxembourg" is samengesteld uit :

- a/ twee vertegenwoordigers van de CSC : Alex Docquier en Stéphane Dabe;
- b/ twee vertegenwoordigers van de CGSP : Johan Lambert en Johnny Labenne;
- c/ twee vertegenwoordigers van de CGSLB : Alain Sottiaux en Patrick Vandamme;
- d/ twee vertegenwoordigers van het provinciebestuur Luxemburg : Bernard Caprasse en Xavier Bossu;
- e/ twee vertegenwoordigers van het parket van Neufchâteau : Vincent Cambier en Etienne Donnay;
- f/ twee vertegenwoordigers van het parket van Aarlen : Serge Lypszyc en Elmir Hautier;
- g/ twee vertegenwoordigers van het parket van Marche-en-Famenne : Françoise Baudru en Jean-François Mertens;
- h/ een vertegenwoordiger van de federale politie van Aarlen : Jean-Yves Schul;
- i/ een vertegenwoordiger van de federale politie van Marche-en-Famenne : David Devos;
- j/ een vertegenwoordiger van de federale politie van Neufchâteau : Jean-Yves Schul;
- k/ twee vertegenwoordigers van de "TEC Luxembourg" : Jean-Marc Servais en Jean-Noël Gaspard

Art. 4. Het huishoudelijk reglement van de Raad, dat als bijlage 1 bij dit besluit gaat, is goedgekeurd.

Art. 5. De leden van de Raad ontvangen een vergoeding ter dekking van de kosten van hun verplaatsingen (heen en terug) tussen hun woonplaats en de plaats van de vergaderingen, overeenkomstig de modaliteiten die vastliggen in artikel 531 van de Waalse Ambtenarencode.

Art. 6. De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 27 mei 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

Huishoudelijk reglement van de "Conseil de Coordination de la Sécurité dans les Transports et commun"

Dit huishoudelijk reglement wordt genomen ter uitvoering van de beslissing van de Waalse Regering van 19 juni 2008 tot oprichting van de "Conseil de Coordination de la Sécurité dans les Transports et commun".

HOOFDSTUK 1. — Opdrachten van de Raad

De oprichting van de "Conseil de Coordination de la Sécurité", afgekort "CCS", speelt in op twee behoeften : de vereniging op gewestelijk niveau van het geheel van de actoren die het hoofd moeten bieden aan dat maatschappelijk verschijnsel ten einde de dialoog te versterken en de goede praktijken uit te wisselen, en de spoedige en collegiale behandeling op plaatselijk niveau van de crisissituaties die ingevolge ernstige agressiefeiten ontstaan.

De "Conseil de Coordination de la Sécurité" heeft niet tot doel zich in de plaats te stellen van de sociale overlegorganen bepaald bij de wet en daer werkingsmechanismen van de maatschappelijke dialoog binnen de Groep TEC.

HOOFDSTUK II. — Samenstelling

Artikel 1. De "CCS" is samengesteld uit een gewestelijke raad en uit zes plaatselijke raden die overeenstemmen met de perimeter van elk van de vijf exploitatiemaatschappijen TEC, met uitzondering van de "TEC Namur-Luxembourg", waarvoor twee aparte raden opgericht werden.

1. Gewestelijke raad

- o een vertegenwoordiger van de "SRWT";
- o een vertegenwoordiger van de vijf TEC;
- o twee vertegenwoordigers van de drie vakbondsorganisaties;
- o de Gouverneurs (of hun afgevaardigden)
- o de Procureur-generaal van Bergen (of zijn vertegenwoordiger);
- o de Commissaris-generaal van de federale politie (of zijn vertegenwoordiger);
- o een vertegenwoordiger van de "Union des Villes et des Communes de Wallonie";
- o een vertegenwoordiger van het Waalse Gewest die er het secretariaat van waarneemt.

1. Plaatselijke raden

De leden van de "Conseil de Coordination de Sécurité" wijzen hun vertegenwoordigers (en hun plaatsvervangers) van elk van de zes plaatselijke raden aan.

De plaatselijke vergaderingen worden bijgewoond door :

- o de vertegenwoordigers van de "TEC";
- o een plaatselijke afgevaardigde van elk van de drie vakbondsorganisaties;
- o de Gouverneur (of zijn afgevaardigde)
- o de Procureur des Konings (of zijn vertegenwoordiger)
- o de territoriaal bevoegde directeur-coördinator van de federale politie (of zijn vertegenwoordiger)
- o de burgemeester(s) van de betrokken gemeent(en);
- o de Korpschef(s) van de betrokken politiezone(s).

De lijst van de gewone en plaatsvervangende leden van de gewestelijke raad en van de zes plaatselijke raden is opgenomen in bijlage nr. 1 bij dit reglement.

Artikel 2. De Voorzitter van de "CCS" wordt aangewezen door de Minister die voor Vervoer en Mobiliteit bevoegd is. Indien hij verhinderd is, wordt het voorzitterschap van de "CCS" waargenomen door de vertegenwoordiger van het Gewest.

De Voorzitter wordt benoemd voor een periode van vijf jaar. Dat mandaat is hernieuwbaar.

Artikel 3. De Voorzitter roept de vergaderingen van de gewestelijke en plaatselijke raden bijeen.

Hij opent en sluit de zittingen. Hij leidt de debatten en de beraadslagingen en ziet toe op het goede verloop van de vergaderingen.

Hij tekent de documenten betreffende de door de raden uitgebrachte adviezen maar kan de ondertekening van administratieve documenten aan het secretariaat delegeren.

Artikel 4. De Voorzitter wordt in zijn taak bijgestaan door een secretariaat, dat door de diensten van de Administratie waargenomen wordt.

Het secretariaat wordt belast met het opmaken van de presentielijst en van elk document dat nuttig is voor het beleggen van de vergaderingen. Het maakt een afschrift van de geschreven mededelingen die de raad interessant acht.

Het stelt het verslag van elke vergadering op. Het legt het verslag aan de gewone leden over opdat het op de volgende zitting goedgekeurd kan worden, uiterlijk op de datum van bijeenroeping van die zitting. Het ontwerp van verslag wordt ter informatie aan de plaatsvervangende leden meegedeeld. Die mededeling gebeurt per post, fax of e-mail.

Elke briefwisseling betreffende de werkzaamheden van de raden wordt aan de Voorzitter gericht op het adres van zijn secretariaat.

HOOFDSTUK III. — *Agenda - Oproeping - Beraadslaging - Presentiegeld*

Artikel 5. § 1. Op initiatief van zijn Voorzitter houdt de "Conseil de Coordination de la Sécurité" tweemaal per jaar een plenaire vergadering van de gewestelijke raad met het oog op de analyse van de statistieken betreffende het aantal, de aard en de gevolgen van de incidenten die zich in de loop van de gelaakte periode hebben voorgedaan, om de goede praktijken inzake de behandeling van de incidenten aan het licht te brengen en om de maatregelen tot verbetering van de preventie en het beheer van de problemen te bepalen.

De "Conseil de Coordination de la Sécurité" maakt jaarlijks uiterlijk 31 maart een syntheserapport over de evolutie van de problematiek tijdens het afgelopen jaar aan het Gewest over.

§ 2. De Voorzitter legt de agenda vast. De aanvragen om een bepaald punt op de agenda te plaatsen, worden in overweging genomen voor zover ze drie kalenderdagen vóór de datum van verzending van de oproeping bij de Voorzitter toekomen.

Ze gaan uit van de Minister die voor Vervoer en Mobiliteit bevoegd is, van de Voorzitter, van de secretaris of van een lid van de gewestelijke raad of van een plaatselijke raad.

In geval van behoorlijk gemotiveerde dringende noodzakelijkheid en mits meerderheidsakkoord van de raad kan er tijdens dezelfde zitting beraadslaagd worden over een punt dat niet op de agenda staat.

§ 3. De oproepingen en notulen worden acht kalenderdagen vóór de datum van de zitting per gewone post, fax of e-mail (al naar gelang het verzoek van de leden) aan de gewone en plaatsvervangende leden gericht.

§ 4. Binnen 24 uren na de ernstige agressiefeiten die aanleiding geven tot de tussenkomst van de partners die niet onder de TEC ressorteren, alsook tot het opstarten van aanvullende procedures, beslist de Voorzitter van de "Conseil de Coordination de la Sécurité", op paritair verzoek van de TEC-directie en van minstens één van de betrokken vakbondsorganisaties, tot de bijeenroeping van de leden van de plaatselijke raad die territoriaal bevoegd is om bedoeld incident te behandelen.

Aan de hand van die vergaderingen kunnen de verschillende actoren wederzijds beter geïnformeerd worden over bedoeld incident, hun acties coördineren om het incident te behandelen en concrete maatregelen nemen met het oog op een verhoogde veiligheid van bedoelde lijn(en) of zone(s).

Artikel 6. Alle mandaten binnen de "CCS" worden gratis uitgeoefend, behalve de terugbetaling van de verplaatsingskosten, alsook de tenlasteneming door de werkgever van de bezoldiging van de uren gepresteerd door de vakbondsafgevaardigden.

HOOFDSTUK IV. — *Aanvullende bepalingen*

Artikel 7. De zetel van de "CCS" is gevestigd in de lokalen van de Administratie die met Vervoer en Mobiliteit belast is. De zetel van de plaatselijke raden is gevestigd in de lokalen van de administratieve zetel van elk van de vijf exploitatiemaatschappijen TEC.

De vergaderingen van de raden worden, voor zover mogelijk, op hun zetel en, hoe dan ook, in hun territoriaal ambtsgebied gehouden. Ze mogen beslissen om hun vergaderingen te delocaliseren, al naar gelang van de agenda of van de omstandigheden. Wat de "TEC Namur-Luxembourg" betreft, worden de vergaderingen betreffende de provincies Namen en Luxemburg hoe dan ook op de zetels van de TEC in Namen en in Libramont gehouden.

Artikel 8. Het huishoudelijk reglement treedt in werking op de datum van de goedkeuring ervan door de "CCS".

Artikel 9. Dit reglement kan slechts bij een uitdrukkelijke beslissing van de "CCS" gewijzigd worden.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 tot instelling van een "Conseil de Coordination de la Sécurité dans les Transports en commun" en tot bepaling van de modaliteiten voor de terugbetaling van de kilometervergoedingen van zijn leden.

Namen, 27 mei 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE